

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/M/2

16 janvier 1996

(96-0147)

Comité de l'évaluation en douane

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 24 OCTOBRE 1995

Président: M. P. Palečka (République tchèque)

L'ordre du jour suivant, proposé dans l'aérogamme WTO/AIR/184, a été adopté:

	<u>Page</u>
1. Election du Vice-Président	2
2. Rapport sur les travaux du Comité technique de l'évaluation en douane	2
3. Règlement intérieur	5
4. Notifications	5
a) Notification de législations	5
b) Notifications de la liste de questions	6
c) Notifications présentées par les pays en développement Membres	6
5. Informations sur l'application des décisions du Comité	7
6. Renseignements concernant l'assistance technique	7
7. Premier examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord; Rapport annuel (1995) au Conseil du commerce des marchandises	7
8. Autres questions	8
a) Système d'évaluation en douane de l'Argentine concernant certaines importations de chaussures	8
b) Décision de l'Argentine sur le coût des logiciels	8
c) Décisions ayant des incidences financières qui peuvent être prises par les organes de l'OMC	8
d) Date de la prochaine réunion	9

Le Président a noté que conformément à ce qui avait été convenu à la première réunion du Comité le 12 mai 1995, l'OMD, le FMI et la CNUCED avaient été invités à la présente réunion (G/VAL/M/1, paragraphes 14-15). Il proposait, qu'en attendant l'adoption de critères et conditions régissant l'octroi aux organisations internationales intergouvernementales du statut d'observateur à l'OMC, ces trois organisations soient également invitées à la prochaine réunion du Comité.

Le Comité en est ainsi convenu.

1. Election du Vice-Président

1.1 Le Comité a élu M. M. Baumbach (Brésil) Vice-Président.

2. Rapport sur les travaux du Comité technique de l'évaluation en douane

2.1 L'observateur de l'OMD a présenté, au nom du Président, M. P.R.V. RAMANAN (Inde), des rapports sur les travaux de la première session du Comité technique institué conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, qui avait eu lieu du 2 au 6 octobre 1995, et de la trentième session du Comité technique du Tokyo Round qui s'était tenue le 2 octobre 1995. Ces rapports seraient distribués dans les documents 39.786 (première session) et 39.779 (trentième session).

2.2 Le Comité technique du Tokyo round s'était réuni dans la matinée du 2 octobre 1995. Après avoir entendu le rapport de la dernière réunion du Comité de l'évaluation en douane, le Comité technique avait été informé par le Secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes, M. Shaver, que le Conseil, à ses 85ème et 86ème sessions tenues du 19 au 21 juin 1995, avait pris note de l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'OMC à compter du 1er janvier 1995. Le Conseil avait également envisagé que soit institué, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, un nouveau comité technique de l'évaluation en douane de l'OMC, placé sous les auspices du Conseil, dans le but de remplacer le Comité technique de l'évaluation en douane du Tokyo Round. En conséquence, le Conseil était convenu que la transition au Comité de l'OMC aurait lieu à la session alors en cours. Le Comité technique du Tokyo Round avait alors décidé de cesser ses activités.

2.3 La première session du Comité technique de l'évaluation en douane avait immédiatement suivi la dernière réunion du Comité technique du Tokyo Round. Le Comité technique avait élu M. P.R.V. Ramanan (Inde) premier Président et MM. M. Kemp (Nouvelle-Zélande) et Dr. H. Vicente (Argentine) Vice-Présidents. Le Comité technique, reconnaissant l'ampleur des travaux déjà accomplis par le Comité du Tokyo Round, avait adopté formellement tous les instruments adoptés par le Comité du Tokyo Round ainsi que ses procédures et son programme de travail futur.

2.4 Au titre du point concernant les développements intervenus au cours de l'intersession, le Comité avait été informé que, à ses 85ème et 86ème sessions en juin 1995, le Conseil avait adopté le plan stratégique de l'OMD pour les exercices 1995 à 1999. Le plan prévoyait l'organisation de certaines activités-clés dans le domaine de l'évaluation en douane, à savoir:

- a) mise en oeuvre et application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, l'accent étant mis plus spécialement sur les besoins des nouveaux Membres parties à l'Accord; et,
- b) mise en oeuvre d'un programme global visant à aider les Membres à lutter contre la fraude commerciale.

L'inclusion de ces activités-clés dans le plan stratégique de l'OMD signifiait que cette organisation s'emploierait surtout, au cours des trois à cinq prochaines années, à répondre aux besoins des Membres de l'Organisation qui devaient adopter l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Ces efforts consisteraient non seulement à aider les Membres à mieux connaître et comprendre les règles de l'évaluation en douane énoncées dans l'Accord mais aussi à faire adopter les pratiques et les procédures recommandées pour assurer un niveau de mise en oeuvre satisfaisant de l'Accord, et déceler et prévenir les activités frauduleuses dans un environnement où les échanges sont facilités, conformément aux objectifs des deux organisations.

2.5 Le Comité technique avait appris que le Colloque international sur l'évaluation en douane avait eu lieu au siège de l'OMD, du 27 au 29 septembre 1995. Ce colloque, qui visait essentiellement à aider les nouveaux Membres de l'OMC à appliquer l'Accord sur l'évaluation en douane, consistait en quatre tables rondes, portant chacune sur un sujet particulier, à savoir la législation, l'organisation, l'application de l'Accord et la planification de la mise en oeuvre. Il avait permis aux pays qui appliquaient l'Accord depuis plusieurs années de faire part de leur expérience aux pays qui projetaient de le mettre en oeuvre prochainement. Un certain nombre de pays, qui étaient sur le point d'achever leurs préparatifs pour la mise en oeuvre de l'Accord, avaient présenté des communications. Au total, les représentants de 81 pays et de huit organisations internationales avaient participé à ce colloque, dont les résultats avaient été jugés très positifs.

2.6 Le Comité technique avait été informé que d'autres discussions avaient eu lieu entre le FMI et le secrétariat de l'OMD au sujet du financement de l'aide apportée par les experts dont avaient besoin les pays pour mettre en oeuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Le FMI et la Banque mondiale avaient réservé des fonds qui pouvaient être affectés à des projets remplissant les conditions requises. Les fonds n'étant pas destinés à un secteur particulier, on ne savait pas toujours qu'ils pouvaient être utilisés par une administration douanière. Pour obtenir une aide, il fallait établir une proposition détaillée exposant d'une manière claire et bien définie les objectifs et le mandat.

2.7 Le Comité technique avait également été informé que:

- a) le Conseil avait approuvé:
 - i) le commentaire relatif à la signification de l'expression "droit de reproduire des marchandises importées" au sens de la note interprétative relative à l'alinéa c) de l'article 8:1;
 - ii) les deux études de cas relatives à l'application de l'article 8:1; et
 - iii) le supplément à l'Etude 1.1 portant sur l'utilisation des véhicules usagés;
- b) une brochure relative à l'étude sur la législation, la réglementation et les pratiques administratives, existant en anglais, en français et en espagnol, pouvait être consultée.

2.8 En ce qui concernait l'assistance technique, le Comité technique avait pris note du document d'information 39.708 qui contenait des renseignements à jour sur les séminaires et les cours de formation relatifs à l'Accord du GATT et sur les activités de l'OMD dans ce domaine. Avec le concours financier de l'Administration des douanes japonaises, un séminaire régional ayant pour thème l'Accord du GATT sur l'évaluation en douane et la fraude en matière d'évaluation s'était tenu à l'Académie de formation du Royal Malaysian Customs and Excise à Malacca, du 27 mars au 5 avril 1995. Il avait réuni vingt pays Membres de l'OMD venus de la région Asie-Pacifique ainsi que des participants de trois autres pays. Des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMD avaient également effectué des missions d'expert au Maroc, en Ukraine et au Viet Nam au cours de l'intersession. Le Comité technique avait également longuement débattu d'une proposition émanant de l'Administration des douanes chiliennes visant à établir un sous-comité d'assistance technique. Dans le cadre de cette proposition, le sous-comité coordonnerait l'assistance technique aux pays devant mettre en oeuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Le Comité technique convenait que l'assistance technique aux Membres était une priorité, mais estimait que le réseau de coordination de l'assistance technique à l'échelon régional de l'OMD devait continuer de traiter ces questions. Pour continuer d'être tenu informé des besoins des Membres et des progrès réalisés, le Comité technique avait décidé d'inscrire un nouveau point à l'ordre du jour des prochaines réunions, intitulé "Progrès réalisés dans la mise en oeuvre".

2.9 En ce qui concernait l'assistance technique ayant donné lieu à l'adoption d'un instrument, l'observateur de l'OMD a déclaré que, pour donner suite à la décision adoptée pendant le Cycle d'Uruguay au sujet des préoccupations exprimées par les pays en développement concernant les importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs, le Comité technique avait cherché à aborder la question en se fondant sur des exemples de problèmes soumis par des pays en développement. A cet égard, le Comité technique avait fini d'examiner un projet d'étude de cas relative à des importations effectuées par un distributeur exclusif.

2.10 Le Comité technique avait achevé l'examen d'une note explicative concernant la définition du terme "entretien" dans la note relative à l'article premier et, en particulier, ses liens avec la notion de "garantie". Le Comité technique était d'avis qu'il existait une nette distinction entre l'entretien et la garantie.

2.11 S'agissant des questions techniques actuellement à l'examen, l'observateur de l'OMD a déclaré que le programme de travail du Comité technique portait sur les points suivants:

Transactions entre parties liées

2.12 Le Comité technique avait poursuivi l'examen de deux projets d'études de cas que le Secrétariat avait établis en se fondant sur la situation effectivement rencontrée par un autre Membre. La première étude de cas concernait la prise en compte de l'influence du prix dans le cas où les parties étaient liées. Le Comité technique avait exprimé des préoccupations au sujet de l'étude de cas et chargé le Secrétariat de l'OMD de rédiger un nouveau projet en tenant compte des observations des Membres. Le deuxième projet d'étude de cas portait sur la détermination de l'existence d'un lien entre les parties conformément à l'article 15:4 e) - lorsque l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement. Le Comité technique avait décidé de reporter l'examen de ce projet de même que celui d'un document concernant les incidences des accords de prêt entre acheteurs et vendeurs, en attendant de pouvoir examiner un document d'information qui étudiait la question du contrôle d'une manière générale. Au cours des débats, certains Membres se sont dits préoccupés par la conclusion contenue dans la note explicative 4.1 du Comité technique au sujet de certains accords entre distributeurs, selon laquelle le degré requis de contrôle ne pouvait être atteint si chaque partie était libre d'adopter ou de dénoncer l'Accord. Certains Membres estimaient que le degré de contrôle ne pouvait être ignoré simplement parce que chaque partie avait le droit de dénoncer le contrat.

Interprétation de l'expression "ayant juridiquement la qualité d'associés" dans l'article 15:4

2.13 Le Comité technique avait examiné un projet d'avis consultatif établi en réponse à la demande de la Colombie concernant l'interprétation de l'expression "ayant juridiquement qualité d'associés", qui figurait dans l'article 15:4 de l'Accord. Selon le projet de document d'information, cette expression se référait aux liens juridiques entre associés, qui devaient faire l'objet de dispositions distinctes du droit commercial pour la plupart, sinon la totalité, des parties contractantes, et les Membres ne devraient pas adopter une définition différente des associés spécifiquement aux fins de l'évaluation en douane. Le Comité technique avait apporté certaines modifications au texte, qu'il examinerait à sa deuxième session.

Corrélation entre les alinéas c et d) de l'article 8:1

2.14 Le Comité technique avait examiné un projet de document d'information concernant la corrélation entre les alinéas c) et d) de l'article 8. Les débats étaient centrés sur la question de savoir si les redevances et les droits de licence qui ne répondaient pas aux conditions établies à l'alinéa c) de l'article 8:1 pour inclusion dans la valeur en douane pouvaient être ajoutés à la valeur en douane conformément à l'alinéa d) de l'article 8:1 quant il s'agissait du produit d'une revente, cession ou

utilisation ultérieure qui revenait au vendeur. Dans deux annexes distinctes au document étaient exposés les arguments en faveur de chaque position. Les Membres du Comité technique étaient divisés sur cette question. Pour arriver à une position commune, le Comité technique avait chargé le Secrétariat de l'OMD d'établir un document d'information unique regroupant et examinant en détail ces questions.

2.15 Sous la rubrique autres questions, l'observateur de l'OMD a déclaré que le Secrétariat avait établi une comparaison entre les versions de 1979 et 1994 de l'Accord sur l'évaluation en douane, où il apparaissait que la version française avait été modifiée de manière plus substantielle que les versions anglaise et espagnole. Si la plupart de ces modifications ne visaient qu'à clarifier le texte et ne modifiaient pas la pratique de l'évaluation, certaines d'entre elles pouvaient néanmoins prêter à confusion. Le Comité technique avait examiné un document d'information établi par le Secrétariat de l'OMD qui répertoriait les modifications et les points qui pouvaient poser problème. Le Comité technique, en particulier les pays francophones, avait reconnu que des difficultés existaient. Il avait demandé par conséquent au Secrétariat de l'OMD de s'adresser par écrit au Secrétariat de l'OMC pour lui faire part de ses préoccupations.

2.16 Pour ce qui était des travaux futurs, le Comité technique poursuivrait l'examen des études de cas portant sur les transactions entre personnes, sur l'interprétation du terme "associés" figurant à l'article 15:4 et sur la corrélation entre les alinéas c) et d) de l'article 8:1. Il étudierait en outre pour la première fois un projet de document d'information concernant la portée du terme "contrôle" figurant à l'alinéa d) de l'article 15:4.

2.17 La deuxième session du Comité technique se tiendrait du 4 au 8 mars 1996.

2.18 Le Comité a pris note du rapport sur les travaux du Comité technique et a remercié du travail précieux qu'il accomplissait.

3. Règlement intérieur (G/VAL/W/2)

3.1 Le Président a noté que, comme il avait été demandé à la première réunion du Comité (G/VAL/M/1, paragraphes 6 et 7), le Secrétariat avait établi un projet de règlement intérieur des réunions de ce Comité, qui était reproduit dans le document G/VAL/W/2. Ce projet de règlement intérieur se fondait sur le Règlement intérieur des réunions du Conseil du commerce des marchandises, adopté par le Conseil général le 31 juillet 1995 (WT/L/79). Le règlement intérieur adopté par le Comité serait transmis au Conseil du commerce des marchandises pour approbation, conformément au paragraphe 6 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC.

3.2 Le Comité a adopté le projet de règlement intérieur reproduit dans le document G/VAL/W/2.

4. Notifications

4.1 Le Président a noté qu'il y avait trois questions à examiner au titre de ce point: la notification de législations, les notifications relatives à la liste de questions et les notifications présentées par des pays en développement Membres.

a) Notification de législations (série G/VAL/N/1/-)

4.1 Le Président a rappelé que conformément à l'article 22 de l'Accord, chaque Membre devait informer le Comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec l'Accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements. A sa dernière réunion, le Comité était convenu des procédures à suivre pour la notification et la communication des législations nationales pour les Membres qui étaient signataires de l'Accord du Tokyo Round et dont la législation avait déjà été

examinée (paragraphe 34 1) et 35 du document G/VAL/M/1). Le Comité était également convenu que les Membres qui n'étaient pas signataires de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round devaient suivre, pour la notification et la communication des législations nationales, les mêmes procédures que celles qui avaient été adoptées par le Comité du Tokyo Round (G/VAL/M/1, paragraphes 31 à 33).

4.2 Le Président a informé le Comité qu'à ce jour, seuls huit Membres avaient présenté des notifications. L'Australie, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Roumanie, la Suisse, la Turquie et le Zimbabwe avaient présenté des communications indiquant que leur législation, notifiée au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round, restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Ces communications avaient été distribuées dans la série de documents G/VAL/N/1/-. La Hongrie avait présenté une communication indiquant que sa législation, notifiée au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane du Tokyo Round, restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC, à l'exception de l'article 93 du Décret conjoint n° 39/1976 (XI.10) PM-KKM, modifié par le Décret conjoint n° 4/1995 (III.10) PM-KKM.

4.3 A cet égard, le Président a prié les délégations qui souhaiteraient poser des questions sur les notifications reçues de communiquer ces questions par écrit et à l'avance par l'intermédiaire du Secrétariat.

4.4 Le Président a informé le Comité que l'Equateur, qui n'était pas encore Membre de l'OMC, avait notifié sa législation (dans les documents G/VAL/N/1/ECU/1 et 2) et avait fait part de son intention d'invoquer les dispositions spéciales prévues pour les pays en développement Membres.

4.5 Le Président a appelé l'attention du Comité sur le fait que beaucoup de Membres n'avaient pas communiqué de notification. Il a instamment prié les Membres qui étaient dans ce cas de présenter la notification demandée dans les meilleurs délais.

4.6 Le Comité en est ainsi convenu.

b) Notification de la liste de questions

4.7 Le Président a rappelé que le Comité était convenu à sa dernière réunion des procédures à suivre pour la présentation de la liste des questions (G/VAL/M/1, paragraphes 36 à 39); à ce jour, seuls deux Membres, l'Australie et le Zimbabwe, avaient présenté des notifications. Ces notifications, qui faisaient partie de leur communication indiquant l'état d'avancement de leur législation, étaient distribuées dans la série de documents G/VAL/M/1/-. A cet égard, le Président a prié les délégations qui souhaiteraient poser des questions sur les notifications reçues de communiquer ces questions par écrit et à l'avance par l'intermédiaire du Secrétariat.

4.8 Le Président a appelé l'attention sur le fait que beaucoup de Membres n'avaient pas communiqué de notification. Il a instamment prié les Membres qui étaient dans ce cas de présenter la notification demandée dans les meilleurs délais.

4.9 Le Comité en est ainsi convenu.

c) Notifications présentées par les pays en développement Membres (G/VAL/2/Rev.1)

4.10 Le Président a noté que le document G/VAL/2/Rev.1 contenait la liste des pays en développement Membres qui avaient invoqué les dispositions spéciales prévues pour eux aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20, et aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane. Dans ces documents figuraient également la liste des pays en développement Membres concernés par la Décision sur le "Maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord" (WT/L/38). On trouvait des renseignements plus détaillés sur les dispositions spécifiques invoquées par certains pays en développement Membres dans le document relatif au "Premier examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord" (G/VAL/W/3, pages 4 à 6).

4.11 Le représentant du Pérou a proposé de remplacer, à la ligne 6 du paragraphe II du document G/VAL/2/Rev.1, le membre de phrase "paragraphe 1, 2 ou 3 de ladite décision" par "paragraphe 1, 2 et 3 de ladite décision", comme il est indiqué dans le document G/VAL/2, en signalant que le mot "et" ne signifiait pas nécessairement que les pays en développement Membres énumérés dans ce document étaient concernés par l'ensemble des trois paragraphes de la Décision.

4.12 Le Comité en est ainsi convenu, et a pris note des renseignements contenus dans le document G/VAL/2/Rev.1.

5. Informations sur l'application des décisions du Comité (G/VAL/W/5)

5.1 Le Président a rappelé que le Comité, à sa première réunion, avait adopté la "Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées" et la "Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données" qui avait été adoptée préalablement par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round. Ces décisions stipulent que chaque Membre communiquera des renseignements sur l'application de ces décisions. Les renseignements que les Membres ont fait parvenir ont été mis à jour et distribués en tant que document sous la cote G/VAL/W/5.

5.2 A la demande du représentant des Etats-Unis, qui n'avait pas pu assister à toute la réunion, le Président a lu la déclaration suivante au nom de la délégation des Etats-Unis: "le représentant des Etats-Unis propose d'inscrire la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité, pour la soumettre à un débat général afin que le Comité examine la mise en oeuvre globale et le champ d'application de cette décision".

5.3 Le Comité a pris note des renseignements figurant dans le document G/VAL/W/5 et de la demande présentée par les Etats-Unis.

6. Renseignements concernant l'assistance technique (G/VAL/W/4)

6.1 Le Comité a pris note des renseignements les plus récents concernant les activités d'assistance technique qui figuraient dans le document G/VAL/W/4.

7. Premier examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord (G/VAL/W/3; Rapport annuel (1995) au Conseil du commerce des marchandises (G/VAL/Spec/2)

a) Premier examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord

7.1 Le Comité a procédé à son examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord en se fondant sur un document de base établi par le Secrétariat (G/VAL/W/3). Le Comité est convenu que le Secrétariat publierait un document révisé dans la série G/VAL/- pour tenir compte des travaux du Comité à la réunion en cours.

b) Rapport annuel (1995) au Conseil du commerce des marchandises

7.2 Le Comité a adopté son rapport annuel, distribué sous la cote G/VAL/Spec/2 et est convenu que ce rapport serait mis à jour pour tenir compte des travaux du Comité à la réunion en cours.

8. Autres questions

a) Système d'évaluation en douane de l'Argentine concernant certaines importations de chaussures

8.1 A la demande du représentant des Etats-Unis, qui n'avait pas pu assister à toute la réunion, le Président a lu la déclaration suivante au nom de la délégation des Etats-Unis: "d'autres engagements empêchent la délégation des Etats-Unis de prononcer personnellement cette intervention. La délégation des Etats-Unis a déjà informé, aujourd'hui, la délégation argentine de la nature de cette intervention. La délégation des Etats-Unis est préoccupée par l'esprit et l'application d'une résolution du Ministère de l'économie et des travaux et services publics de l'Argentine, datée du 22 septembre 1995, concernant les prix minimaux à l'importation de certaines chaussures. Cette résolution semblait indiquer qu'il était envisagé de soumettre les importateurs de certaines chaussures soit à des droits minimaux soit à des valeurs en douane minimales. La délégation américaine note que l'article 8 de l'Accord sur l'évaluation en douane interdit les systèmes de prix minimaux aux fins d'évaluation en douane. A cet égard, nous demandons que la délégation argentine explique au Comité comment la résolution du 22 septembre 1995 du Ministère peut être compatible avec l'Accord."

8.2 Le représentant de l'Argentine s'est déclaré surpris de cette façon inhabituelle de procéder qui consistait à faire lire la déclaration d'un Membre par le Président, quelle que soit la raison qui obligeait ce Membre à s'absenter de la salle de réunion au moment où la délégation souhaitait faire une déclaration. Il ne jugeait pas cette procédure acceptable. Il a également souligné que la communication en question lui était parvenue après l'heure officielle du début de la réunion en cours. A la question qui lui était posée, il répondait à titre préliminaire que le problème soulevé n'était pas lié à la valeur minimale mais aux droits spécifiques, dont l'utilisation était clairement autorisée par l'article 15 de l'Accord; il fournirait cette explication par écrit.

8.3 Le Comité a pris note des déclarations qui ont été faites.

b) Décision de l'Argentine sur le coût des logiciels

8.4 Le représentant de l'Argentine a informé le Comité que son pays avait adopté une règle selon laquelle, aux fins de l'acquittement des droits d'importation, le coût des logiciels était exclu de la valeur en douane. La communication officielle à présenter au Comité au sujet de cette modification, comme l'exigeait le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données adoptée par ce Comité (G/VAL/5), était actuellement examinée par les autorités compétentes.

c) Décisions ayant des incidences financières qui peuvent être prises par les organes de l'OMC

8.5 Le Président a appelé l'attention du Comité sur une recommandation du Comité du budget, des finances et de l'administration, approuvée par le Conseil général et reproduite dans le document WT/L/76.

8.6 Le Comité a pris note de cette recommandation.

d) Date de la prochaine réunion

8.7 Le Président a proposé que le Comité convienne de tenir sa prochaine réunion le 25 avril 1996. Cette date avait été proposée par le Secrétariat dans le cadre d'un calendrier de réunions formelles pour 1996.

8.8 Le Comité en est ainsi convenu.